

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1972 Nr. 27

A. TITEL

*Europees Vestigingsverdrag, met Protocol;
Parijs, 13 december 1955*

B. TEKST

De tekst van Verdrag en Protocol is geplaatst in *Trb.* 1957, 20. Zie voor de ondertekeningen ook *Trb.* 1970, 56 ¹⁾.

¹⁾ De Regering van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland heeft op 6 juli 1971 de Secretaris-Generaal van de Raad van Europa met betrekking tot het bij de ondertekening op 24 februari 1956 gemaakte voorbehoud betreffende artikel 9, tweede lid, van het Verdrag (zie *Trb.* 1970, 56, blz. 2 e.v.) het volgende medegedeeld:

- „(a) En ce qui concerne la réserve relative aux paragraphes 1 et 2 de l'article 9 de la Convention, la référence contenue dans la première ligne de l'exposé de la loi concernant l'Angleterre et le Pays de Galles ne devrait pas viser l' „Order 65, Rule 6 A” du Règlement de la Cour Suprême, mais l' „Order 23 (1)” de ce Règlement.
- (b) Quant à la réserve relative au paragraphe 3 de l'article 9, la Loi sur les jugements étrangers mentionnée dans l'exposé de la loi a été étendue par ordonnance royale à l'Allemagne, à la Norvège, à l'Autriche et aux Pays-Bas aussi bien qu'à la Belgique et à la France.”

“(a) With regard to the reservation relating to paragraphs 1 and 2 of Article 9 of the Convention, the reference contained in the first line of the statement of the law concerning England and Wales should be not to „Order 65, Rule 6 A of the Rules of the Supreme Court”, but to „Order 23 (1) of the Rules of the Supreme Court”.

- (b) With regard to the reservation relating to paragraph 3 of Article 9, the Foreign Judgments Act mentioned in the statement of the law has now been extended by Order in Council to Germany, Norway, Austria and the Netherlands as well as to Belgium and France.”
-

C. VERTALING

Zie *Trb.* 1957, 20.

D. GOEDKEURING

Zie *Trb.* 1970, 56.

E. BEKRACHTIGING

Zie *Trb.* 1970, 56 ¹⁾.

Behalve de aldaar genoemde Staten heeft nog de volgende Staat in overeenstemming met artikel 34, eerste lid, van het Verdrag een akte van bekrachtiging nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Raad van Europa:

Zweden ²⁾ 24 juni 1971

¹⁾ De Regering van Ierland heeft de Secretaris-Generaal van de Raad van Europa met betrekking tot het bij de bekrachtiging op 1 september 1966 gemaakte voorbehoud betreffende artikel 21, eerste lid (zie *Trb.* 1970, 56, blz. 116 en 117) medegedeeld, dat de verwijzing naar „Section 8 (2) of the Finance Act 1935” dient te worden geschrapt en te worden vervangen door „Section 153 (2) Income Tax Act 1967.”.

²⁾ Bij de nederlegging van de akte van bekrachtiging heeft de Permanent Vertegenwoordiger van Zweden bij de Raad van Europa verklaard dat het Verdrag voor Zweden op 1 juli 1971 in werking zal treden. De bekrachtiging geschiedde onder de volgende voorbehouden:

„(a) *A l'article 3*

Aux termes du sous-alinéa 4 du 1er alinéa de l'article 29 de la loi sur les étrangers (1954:193) l'étranger peut être expulsé de Suède s'il a au cours des cinq dernières années été condamné hors de Suède par jugement ayant acquis force de chose jugée à une peine privative de liberté pour une infraction entraînant l'expulsion conformément aux dispositions de la loi suédoise, ou s'il a purgé une peine pour une infraction de l'espèce et qu'en raison de la nature de l'acte délictueux et d'autres circonstances il est à craindre qu'il poursuive ses activités délictueuses en Suède.

(b) *A l'article 11*

Aux termes de l'article 16 de la loi sur les étrangers (1954:193) et aux termes de l'article 11 de la loi sur le droit qu'ont l'étranger et l'entreprise étrangère d'exercer une activité lucrative dans le royaume (1968:555), tout permis de travail et toute autorisation d'exercer une telle activité délivrés pour une période déterminée peuvent être retirés s'il y a lieu pour des raisons particulières.

(c) *A l'article 12*

Les conditions mentionnées aux alinéas 1 (a) et (b) ne sont pas reconnues par la Suède.

(d) *A l'article 23*

Aux termes de l'article 1er de la loi prévoyant en certains cas l'acquisition à titre onéreux du droit à une mine (1949:658), le Roi en conseil peut, s'il est spécialement motivé d'assurer l'influence suédoise sur une entreprise minière, ordonner que la mine soit cédée en tout ou en partie, contre remboursement, à la Couronne ou à quiconque sera désigné par le Roi en conseil."

“(a) *Article 3*

Under Section 29 (1), paragraph 4, of the Aliens Act (1954:193) an alien may be expelled from Sweden if, during the preceding five years, he has been sentenced outside Sweden to imprisonment for an offence leading to expulsion under Swedish law, or if he has served a sentence for a similar offence and, because of the nature of the criminal act and other circumstances, it is to be feared that he may resume his unlawful activities in Sweden.

(b) *Article 11*

Under Section 16 of the Aliens Act (1954:193) and Section 11 of the Act governing the Right of Aliens or Foreign Firms to engage in a Gainful Occupation in the Kingdom (1968:555), any work permit and any authorisation to engage in such occupation issued for a specified period may be withdrawn if necessary for particular reasons.

(c) *Article 12*

Sweden does not recognise the conditions referred to in paragraph 1 (a) and (b).

(d) *Article 23*

Under Section 1 of the Act providing in certain cases for the Purchase of a Mining Concession (1949:658), the King in Council may, if there are special reasons for assuring Swedish influence over a mining enterprise, order that all or part of the mine be ceded, against reimbursement, to the Crown or any other person or body designated by the King in Council.”. (*Vertaling*)

ZWEDEN

Lijst van voorbehouden met betrekking tot de artikelen 5, 6, 13 en 14

„ARTICLE 5

Liste à titre d'information

Restrictions se rapportant aux biens concernant la sécurité ou la défense nationales

Toute restriction dans ce domaine est également applicable aux ressortissants suédois.

ARTICLE 6

Restrictions absolues concernant les biens réservés

Catégories de droits et référence aux textes législatifs

Portée de la restriction

Toute acquisition d'action contraire à cette disposition est non valable.

1. Acquisition, par souscription ou par cession, d'actions dans une société anonyme lorsqu'elles sont nominatives et qu'elles ne peuvent être acquises par un étranger d'après les statuts de la société.
 - Loi du 30 mai 1916 concernant certaines restrictions au droit d'acquérir des biens immeubles, des mines ou des actions de certaines sociétés, articles 2 et 3 (Bulletin des lois 1916: 156, 1934: 238, 1948: 275, 1955: 710 et 1967: 266), comparée avec la loi du 14 septembre 1944 relative aux sociétés anonymes, article 177 (Bulletin des lois 1944: 705).

Ces règles législatives ont la portée suivante: en insérant dans ses statuts une disposition d'après laquelle quatre cinquièmes au moins des actions de la société doivent appartenir à des ressortissants suédois (ou, dans le cas où la société a émis des actions à votes multiples, un nombre d'actions représentant au moins les trois cinquièmes du total des actions de la société et les quatre cinquièmes du total des voix), une société anonyme suédoise dont les actions sont nominatives acquiert l'avantage d'obtenir, sans autorisation spéciale des autorités administratives, faculté d'achat d'immeuble en ville, concession de gisement de minéral, acquisition et exploitation de gisement de minéral objet d'une concession ou exercice d'une activité industrielle minière.

2. Acquisition, par souscription ou par cession, d'actions dans une société anonyme bancaire.
 - Loi du 31 mars 1955 sur les opérations de banque, article 18 (Bulletin des lois, 1955: 183).
3. Droit de propriété sur publication périodique.
 - Loi du 5 avril 1942 sur la liberté de la presse, chapitre 5 article 1 (Bulletin des lois 1949: 105).
4. Propriété d'une action de société anonyme suédoise d'armateurs.
 - Loi maritime du 12 juin 1891, chapitre 1, article 1 (Bulletin des lois 1891: 35 et 1906: 19).
5. Acquisition d'un tiers au plus d'un navire suédois.
 - Loi maritime du 12 juin 1891, chapitre 1, article 5 (Bulletin des lois 1891: 35 et 1906: 19).

Si un étranger acquiert une action de société anonyme suédoise d'armateurs et qu'il entre dans le conseil d'administration d'une telle société, le navire appartenant à cette société ne peut plus figurer sur les registres comme navire suédois.

Pour qu'un navire puisse être considéré comme suédois et porté comme tel sur les registres, il doit être propriété de ressortissants suédois dans une proportion de deux tiers au moins. Toute cession qui est faite contrairement à cette disposition ne produit aucun effet juridique. Une part de propriété dans un navire suédois ne peut pas être transférée, sans l'assentiment de tous les copropriétaires, à quelqu'un qui n'est pas ressortissant suédois au cas où le navire cesserait d'être suédois à la suite de ce transfert. Le ressortissant étranger qui reçoit par héritage, testament ou apport dans la communauté entre époux une part de navire suédois ou le ressortissant suédois qui devient ressortissant étranger sont tenus d'abandonner à un ressortissant suédois une part du navire suffisante pour que le navire puisse garder sa qualité de navire suédois. Cette cession peut être réalisée, après un délai de 3 mois, par la voie d'une vente forcée.

ARTICLE 6

Restrictions avec dérogation possible concernant l'acquisition, la possession et la jouissance de biens

Catégories de droits et référence aux textes législatifs	Portée de la restriction	Dérogations possibles Conditions de réciprocité
<p>1. Acquisition d'immeuble. Acquisition de gisement de minéral. Acquisition de gisement de minéral objet d'une concession. – Loi du 30 mai 1916 concernant certaines restrictions au droit d'acquérir immeuble ou mine ou actions dans certaines sociétés (Bulletin des lois 1916: 156, 1934: 238, 1944: 710 et 1948: 220, 1967: 266, 1968: 560 et 1969: 46).</p>	<p>Il est ici question d'acquisition qui se fait d'une autre façon que par partage de biens entre époux, par héritage ou par testament ou à la suite de la fusion de sociétés anonymes.</p>	<p>Possibilité de dispense.</p>
<p>2. Prohibition de céder à un étranger un navire suédois ou part de navire suédois ainsi que prohibition pour un étranger de souscrire à une action ou d'acquérir par cession une action dans une société anonyme suédoise qui est propriétaire d'un navire ou part de navire. L'interdiction de céder un navire ou une part de navire suédois à une société anonyme suédoise qui comporte certains intérêts étrangers ou qui émet des actions au porteur. Prohibition de louer à un étranger un navire suédois par affrètement à temps ou pour droit d'usage ainsi que prohibition de céder à un étranger le droit à un affrètement à temps d'un navire suédois ou le droit d'usage d'un navire suédois.</p>	<p>Toute cession, toute souscription d'actions ou tout affrètement qui est fait contrairement à cette disposition ne produit aucun effet juridique. Cette loi est en vigueur en temps de guerre. En cas de danger de guerre ou encore de circonstances exceptionnelles dues à une guerre, le Roi peut décréter, par voie d'ordonnance, que la loi est en vigueur.</p>	<p>Possibilité de dispense.</p>

Catégories de droits et référence aux textes législatifs	Portée de la restriction	Déroptions possibles Conditions de réciprocité
<ul style="list-style-type: none"> - Loi du 22 juin 1939 sur prohibition de cession ou louage de navire dans certains cas (Bulletin des lois 1939: 299, 1939: 592, 1949: 612, 1957: 289, 1966: 158, 1968: 135, et 1970: 107) 		Possibilité de dispense.
<p>3. Commerce effectué avec des navires suédois.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Loi du 21 mars 1940 dont certaines dispositions concernent le commerce effectué avec des navires suédois (Bulletin des lois 1940: 176-178, 1957: 290, 1966: 158, 1968: 135 et 1970: 107). 	<p>En ce qui concerne les navires et les remorques suédois sujets à enregistrement, les voyages sont soumis à l'octroi d'autorisations spéciales délivrées par voie d'ordonnances royales. Ces navires ne peuvent être utilisés qu'à des fins commerciales.</p> <p>Cette loi est en vigueur en temps de guerre. En cas de danger de guerre ou de circonstances exceptionnelles résultant d'une guerre, le Roi peut décréter, par voie d'ordonnance, que la loi est en vigueur.</p>	Possibilité de dispense.
<p>4. Droit de fonder une société en nom collectif suédoise ou d'être associé dans une telle société.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Loi du 29 novembre 1968 concernant le droit pour les étrangers ou sociétés étrangères de fonder une société en nom collectif suédoise ou d'être associé dans une telle société (Bulletin des lois 1968: 557). 	Nationalité suédoise exigée.	Possibilité de dispense.

Catégories de droits et référence aux textes législatifs	Portée de la restriction	Dérogations possibles Conditions de réciprocité
<p>5. Droit de recueillir une succession et de bénéficier d'un testament.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Code des successions du 12 décembre 1958, chapitre 1, article 3 et chapitre 9, article 3 (Bulletin des lois 1968: 637). 	<p>La règle générale est que le ressortissant étranger peut, au même titre que le ressortissant suédois, recueillir une succession et bénéficier d'un testament. Condition de réciprocité facultative, à savoir:</p> <p>Lorsque dans un pays étranger un ressortissant suédois n'a pas le droit de recueillir une succession ou de bénéficier d'un testament au même titre qu'un ressortissant du pays ou qu'il y subit une défalcation sur succession ou legs, supérieure à celle que subit un ressortissant de ce pays, des restrictions correspondantes seront toutefois appliquées en Suède aux ressortissants dudit pays si le Gouvernement du Roi le prescrit. Jusqu'à présent, aucune prescription de ce genre n'a été édictée.</p>	

ARTICLE 13

Liste à titre d'information

Restrictions se rapportant aux fonctions publiques et aux activités concernant la sécurité et la défense nationales

Catégories de professions et référence aux textes législatifs	Portée de la restriction	Déroghations possibles
<p>1. Fabrication de matériel de guerre.</p> <ul style="list-style-type: none">- Règlement du 20 juin 1935 sur le contrôle de la fabrication de matériel de guerre, etc., art. 1 (Bulletin des lois 1935: 395, 1949: 221 et 1964: 108).	<p>Pour toute fabrication de cette nature, une autorisation administrative est exigée. Les ressortissants étrangers ne peuvent toutefois pas obtenir d'autorisation s'il ne s'agit pas seulement de fabrication dans des limites restreintes.</p>	<p>Possibilité de dispense pour fabrication dans des limites restreintes.</p>
<p>2. Emploi au service de l'Etat suédois, y compris l'emploi dans la magistrature et le clergé.</p> <ul style="list-style-type: none">- Loi constitutionnelle sur le Gouvernement du Royaume du 6 juin 1809, art. 28. (Bulletin des lois 1969: 795) Code de Procédure du 18 juillet 1942 chap. 4 art. 1. (Bulletin des lois 1942: 740 et 1948: 71).	<p>Est prohibé l'emploi dans la fonction publique suédoise. Les emplois du clergé suédois sont assimilés aux fonctions de l'Etat.</p>	<p>Un ressortissant étranger avec de hautes qualifications peut être appelé à remplir les fonctions de professeur d'université (sauf en théologie), de professeur et autres fonctions dans les établissements d'enseignement scientifique, d'art et de beaux-arts ainsi que les fonctions de médecin, les fonctions militaires ou les fonctions de consul honoraire.</p>

Catégories de professions et référence aux textes législatifs	Portée de la restriction	Déroptions possibles
<p>3. Il peut être interdit à un étranger de prendre sans autorisation spéciale un emploi dans une certaine entreprise ou entreprise d'une certaine nature, que cette entreprise soit privée, de l'Etat ou communale.</p> <p>- Loi sur les étrangers du 30 avril 1954 art. 17 (Bulletin des lois 1954: 193).</p>	<p>Lorsque la sécurité de l'Etat l'exige, le Gouvernement du Roi à le pouvoir de décréter une interdiction de ce genre. Actuellement, aucune interdiction à cet égard n'est en vigueur.</p>	<p>Possibilité de dispense.</p>

ARTICLE 14

Restrictions avec dérogation possible concernant les activités réservées

Catégorie de professions et référence aux textes législatifs	Portée de la restriction	Déroptions possibles (conditions de réciprocité)
<p>1. Exploitation de gisement de minéral objet d'une concession et exploitation d'une industrie minière.</p> <p>- Loi du 30 mai 1916 concernant certaines restrictions au droit d'acquérir immeuble, mine ou actions dans certaines sociétés. (Bulletin des lois 1916: 156, 1948: 220 et 1967: 266).</p>	<p>Si dispense a été donnée, le ressortissant étranger qui ne réside pas en Suède est tenu d'avoir un représentant qui réside en Suède.</p>	<p>Possibilité de dispense.</p>

Catégorie de professions et référence aux textes législatifs	Portée de la restriction	Dérogations possibles (conditions de réciprocité)
<p>2. Pêche dans les eaux publiques ainsi que pêche dans les eaux privées d'autrui qui est libre pour tout ressortissant suédois.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Loi du 1er décembre 1950 sur le droit de pêche, art. 4 et 21. (Bulletin des lois 1950: 596 et 1960: 46). - Ordonnance du 25 mars 1960 relative au droit, pour les étrangers, de pêcher dans les eaux territoriales suédoises et dans la zone de pêche suédoise (Bulletin des lois 1968: 487). 	<p>Dans différents lacs et cours d'eau suédois, tout ressortissant suédois, ainsi que tout étranger ayant sa résidence permanente en Suède depuis deux ans, a le droit de pratiquer certains genres de pêche, même dans les eaux appartenant à un particulier, sous réserve de certaines restrictions et conditions. Certaines dispositions spéciales sont en vigueur pour les ressortissants danois, finnois, islandais et norvégiens. Les autres ressortissants étrangers ne peuvent pêcher dans les eaux suédoises, y compris dans la zone de pêche, que s'ils y ont été autorisés par ordonnance royale ou par une autorité dûment habilitée.</p>	<p>Possibilité de dispense.</p>
<p>3. Membre du Conseil d'administration et membre suppléant du Conseil d'administration, directeur gérant et vice-directeur gérant, fondé de pouvoir, vérificateur des comptes et suppléant du vérificateur des comptes, liquidateur et liquidateur suppléant ainsi que vérificateur de</p>	<p>Nationalité suédoise exigée.</p>	<p>Possibilité de dispense.</p>

Catégorie de professions et référence aux textes législatifs	Portée de la restriction	Dérogations possibles (conditions de réciprocité)
liquidation et suppléant de vérificateur de liquidation lorsqu'il s'agit de sociétés anonymes. – Loi du 14 septembre 1944 sur les sociétés anonymes, art. 79, 80, 88, 107, 149 et 152. (Bulletin des lois 1944: 705, 1946: 850, 1955: 384 et 1969: 227).		
4. Membre du Conseil d'administration et membre suppléant du Conseil d'administration, fondé de pouvoir vérificateur des comptes, liquidateur et liquidateur suppléant ainsi que vérificateur de liquidation d'une société coopérative. – Loi du 1er juin 1951 sur les sociétés coopératives, art. 22, 29, 46, 76 et 80. (Bulletin des lois 1951: 308).	Nationalité suédoise exigée.	Possibilité de dispense.
5. Membre du conseil d'administration des biens de la collectivité ou de conseil financier. – Loi du 18 avril 1952 sur les biens cantonaux, art. 23 (Bulletin des lois 1952: 166). – Loi du 18 avril 1952 sur les forêts de la collectivité en Norrland et Dalécarlie, art. 22 (Bulletin des lois 1952: 167).	Nationalité suédoise exigée.	Possibilité de dispense.
Membre d'une société d'exploitation agricole en commun. – Loi du 30 avril 1948 sur les sociétés d'exploitation agricole en commun, art. 4 (Bulletin des lois 1948: 218 et 1963: 244).	Nationalité suédoise exigée.	Possibilité de dispense.

Catégorie de professions et référence aux textes législatifs	Portée de la restriction	Dérogations possibles (conditions de réciprocité)
<p>6. Droit de fonder une société en nom collectif ou d'être associé dans une telle société.</p> <p>- Loi du 29 novembre 1968 concernant le droit pour les étrangers et les sociétés étrangères de fonder une société en nom collectif suédoise ou d'être associé dans une telle société (Bulletin des lois 1968: 557).</p>	Nationalité suédoise exigée.	Possibilité de dispense.
<p>7. Flottage dans les chenaux publics. Membre du Conseil d'administration d'une société de flottage.</p> <p>- Loi du 19 juin 1919 sur le flottage dans les chenaux publics, art. 39 et 83. (Bulletin des lois 1919: 426).</p>	Tout ressortissant étranger qui pratique le flottage dans les chenaux publics doit fournir caution pour garantir les obligations qui lui incombent en cette qualité. (Des règles spéciales sont appliquées au flottage dans les fleuves de la frontière suédo-finlandaise).	Dispense peut être accordée pour devenir membre du Conseil d'administration d'une société de flottage.
<p>8. Exercice d'une activité commerciale.</p> <p>- Loi du 29 novembre 1968 concernant le droit pour les étrangers et les sociétés étrangères d'exercer une activité commerciale en Suède (Bulletin des lois 1968: 555).</p>	Les étrangers doivent obtenir une autorisation. Certaines exceptions en faveur des étrangers titulaires d'un permis de séjour ou ayant leur résidence en Suède.	Possibilité de dispense.
<p>9. Exercice occasionnel d'une activité commerciale.</p> <p>- Loi du 29 novembre 1968 sur les activités</p>	Autorisation spéciale nécessaire, sauf exception, pour les	Possibilité de dispense.

Catégorie de professions et référence aux textes législatifs	Portée de la restriction	Déroptions possibles (conditions de réciprocité)
commerciales occasionnelles (Bulletin des lois 1968; 564).	Suédois comme pour les étrangers. Conformément à la législation en vigueur, ces autorisations sont toutefois accordées plus libéralement aux Suédois qu'aux étrangers.	
<p>10. Droit d'occuper un emploi en Suède ou d'y exercer une activité qui découle d'un emploi à l'étranger (permis de travail).</p> <p>- Loi sur les étrangers du 30 avril 1954, art. 15 (Bulletin des lois 1954: 193) et Ordonnance sur les étrangers du 23 mai 1969, art. 42, 43 et 46 (Bulletin des lois 1969: 136).</p>	<p>Les étrangers qui ont l'intention d'occuper un emploi en Suède ou d'y exercer, à un autre titre que comme voyageur de commerce, cheminot ou routier, une activité qui découle d'un emploi à l'étranger, doivent être munis d'un permis de travail. Ils ne sont pas autorisés à entrer en Suède si ce permis ne leur pas a été accordé.</p>	<p>Sont dispensées de l'obligation d'avoir un permis de travail les catégories de personnes ci-après: a) les étrangers titulaires d'un permis de séjour; b) les ressortissants danois, finnois, islandais et norvégiens; c) les anciens ressortissants d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie titulaires d'un passeport suédois pour étrangers; d) les étrangers qui possédaient la nationalité suédoise à leur naissance, ainsi que leurs enfants non mariés de moins de 21 ans, qui les accompagnent; e) les étrangers mariés à un ressortissant suédois ou à un étranger qui a acquis la nationalité suédoise par filiation; f) les personnes employées pour des travaux domestiques; g) certaines</p>
	<p>Les personnes qui sont entrées en Suède en infraction aux conditions indiquées au paragraphe précédent ne peuvent pas, en principe, obtenir un permis de travail en restant dans le pays.</p>	

Catégorie de professions et référence aux textes législatifs	Portée de la restriction	Déroptions possibles (conditions de réciprocité)
<p>11. Cabotage maritime et navigation intérieure. – Déclaration du 28 février 1726 et Ordonnance sur les services de la douane du 7 octobre 1927, art. 128 (Bulletin des lois 1927: 391).</p>	<p>Par <i>cabotage maritime</i>, on entend la navigation sous forme de communications intérieures entre les ports qui se trouvent sur les côtes du Royaume.</p> <p>Par <i>navigation intérieure</i>, on entend la navigation sous forme de communications intérieures entre les ports des eaux de l'intérieur du pays.</p> <p>Nationalité suédoise exigée.</p>	<p>autres catégories de personnes pour une courte période de temps.</p> <p>Est exempté de cette obligation : a) l'étranger qui est ou qui peut être exempté de l'obligation d'avoir un permis de travail; b) l'étranger qui entre en Suède pour y rejoindre un membre de sa famille, à condition que celui-ci réside en Suède de façon permanente; c) l'étranger qui, pour une autre raison, devrait être autorisé à entrer en Suède.</p> <p>Par conventions avec les Etats étrangers, les navires étrangers peuvent être assimilés aux navires suédois. Même dans les autres cas, il y a possibilité de dispense.</p>
<p>12. Exercice du commandement sur bateau de commerce ou de pêche suédois.</p>	<p>Nationalité suédoise exigée.</p>	<p>Possibilité de dispense.</p>

Catégorie de professions et référence aux textes législatifs	Portée de la restriction	Dérogations possibles (conditions de réciprocité)
<ul style="list-style-type: none"> - Ordonnance du 3 juin 1960 relative au commandement des navires, art. 7 et 34 (Bulletin des lois 1960: 487 et 1969: 175). 		
<p>13. Membre du Conseil d'administration et membre suppléant du Conseil d'administration, directeur gérant et vice-directeur gérant, fondé de pouvoir, vérificateur des comptes et suppléant du vérificateur des comptes, liquidateur et liquidateur suppléant, vérificateur de liquidation et suppléant du vérificateur de liquidation d'une société anonyme d'assurances ou d'une société d'assurances mutuelles.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Loi du 17 juin 1948 sur les assurances, art. 72, 73, 81, 100, 142, 145, 204, 206, 237 et 240. (Bulletin des lois 1948: 433, 1950: 320, 1961: 610, et 1967: 540). 	<p>Possibilité de dispense pour 1/3 du conseil d'administration. Possibilité de dispense pour le directeur gérant, le vice-directeur gérant, le fondé de pouvoir, le vérificateur des comptes, le suppléant du vérificateur des comptes, le tiers des liquidateurs et liquidateurs suppléants, le vérificateur et le suppléant du vérificateur de liquidation.</p>	
<p>14. Membre du Conseil d'administration et fondé de pouvoir d'une société de secours mutuels.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Loi du 24 mars 1938 relative aux sociétés de secours mutuels, art. 20 (Bulletin des lois 1938: 96 et 1955: 386). 	<p>Nationalité suédoise exigée - Possibilité de dispense.</p>	

ARTICLE 14

Restrictions absolues concernant les activités réservées

Catégorie de professions et référence aux textes législatifs

Portée de la restriction

- | | |
|---|---|
| 1. Armateur principal dans ce qu'on appelle société d'armateurs en copropriété.
- Loi maritime du 12 juin 1891, art. 1 (Bulletin des lois 1891: 35 et 1906: 19). | L'armateur principal d'un navire suédois doit toujours être ressortissant suédois et domicilié en Suède. |
| 2. Droit d'obtenir un certificat d'aptitude pour commandement en mer.
- Loi du 30 juin 1959 relative aux écoles d'officiers de marine, art. 14 (Bulletin des lois 1959: 425 et 1964: 532). | Seuls les ressortissants suédois, ainsi que les ressortissants danois, finnois, islandais et norvégiens peuvent être admis dans ces écoles. |
| 3. Droit d'exploiter une entreprise aérienne intérieure en service régulier.
- Loi du 6 juin 1957 sur la navigation aérienne, chap. 7, art. 3 (Bulletin des lois 1957: 297). | L'autorisation d'exploiter une entreprise aérienne intérieure en service régulier pour le transport de passagers et de marchandises ne peut être accordée en principe qu'à l'Etat, à une municipalité suédoise ou à une personne physique ou morale suédoise. En ce qui concerne les personnes morales, il existe certaines autres conditions visant à exclure la possibilité d'une influence étrangère. Une dispense ne peut être accordée que dans des circonstances particulières. |
| 4. Fondateur de société anonyme et syndic de la société.
- Loi du 14 septembre 1944 sur les sociétés anonymes, art. 4 et 153 (Bulletin des lois 1944: 705). | |

5. Fondateur de société anonyme bancaire, membre du conseil d'administration et membre suppléant du conseil d'administration, vérificateur des comptes et suppléant du vérificateur des comptes, liquidateur et liquidateur suppléant, vérificateur de liquidation et suppléant du vérificateur de liquidation dans une société anonyme bancaire.
 - Loi du 31 mars 1955 sur les opérations de banque, art. 4, 72, 76, 82, 97, 125 et 128 (Bulletin des lois 1955: 183, 1967: 541 et 1970: 666).
6. Fondateur d'une société anonyme d'assurances ou d'une société d'assurances mutuelles.
 - Loi du 17 juin 1948 sur les assurances, art. 5 et 167 (Bulletin des lois 1948: 433).
7. Membre du Conseil d'administration d'une société anonyme suédoise, propriétaire d'un bateau de commerce.
 - Loi maritime du 12 juin 1891, art. 1 (Bulletin des lois 1891: 35 et 1906: 19).
8. Membre du Conseil d'administration ou membre suppléant ou fondé de pouvoir d'une société anonyme de chemins de fer.
 - Loi du 22 juin 1911 sur les sociétés anonymes de chemins de fer, art. 4 (Bulletin des lois 1911: 55 et 1947: 649).

Si la société anonyme est propriétaire d'un navire, ce navire ne peut être porté comme suédois sur les registres que si le Conseil d'administration se compose d'actionnaires qui sont ressortissants suédois.

Catégorie de professions et référence aux
textes législatifs

Portée de la restriction

9. Fondateur de caisse d'épargne, membre du Conseil d'administration et membre suppléant, fondé de pouvoir, vérificateur des comptes et suppléant du vérificateur des comptes ainsi que liquidateur et liquidateur suppléant, vérificateur de liquidation et suppléant du vérificateur de liquidation dans une caisse d'épargne.
- Loi du 3 juin 1955 sur les caisses d'épargne, art. 4, 36, 37, 42, 53, 65 et 66 (Bulletin des lois 1955: 416 et 1962: 234).
10. Avocat, représentant ou conseil d'une des parties en justice et conseil d'un accusé.
- Code de procédure du 18 juillet 1942, chap. 8, art. 2, chap. 12, art. 2 et 22, et chap. 21, art. 3 (Bulletin des lois 1942: 740).
11. Notarius publicus.
- Loi du 20 novembre 1964, art. 3 concernant la profession de notarius publicus (Bulletin des lois 1964: 67).
12. Courtier en ville lors d'achat ou de vente de biens meubles et pour conclusion de contrat de prêt, de louage, de bail et d'assurance ainsi que d'autres contrats analogues.
- Statut des courtiers du 9 juin 1893, art. 1 (Bulletin des lois 1893: 51).
- Le titre d'avocat n'appartient qu'aux membres de l'ordre des avocats de Suède. Ne sont admis comme membres de cet ordre que les ressortissants suédois.

Catégorie de professions et référence aux textes législatifs

Portée de la restriction

13. Membre de la Bourse des valeurs de Stockholm et courtier en bourse (Stockholm).
 - Règlement de la Bourse des valeurs de Stockholm en date du 3 octobre 1969, art. 11 et 15 (Bulletin des lois 1969: 546).

14. Editeur de publication périodique ou remplaçant de l'éditeur.
 - Loi sur la liberté de la presse du 5 avril 1949, chap. 5, art. 2 et 9 (Bulletin des lois 1949: 105).

15. Droit d'exploitation d'une petite ferme domaniale.
 - Ordonnance du 17 juin 1943 concernant les baux de petites fermes domaniales, art. 2 (Bulletin des lois 1943: 532 et 1969: 184).

Dans certaines propriétés domaniales, l'usufruit de biens-fonds (petites fermes domaniales) peut être cédé à des particuliers, mais seuls les ressortissants suédois peuvent être fermiers de petites fermes domaniales.

16. Droit d'achat d'immeubles appartenant à l'Etat et gérés par la Direction Générale des Domaines de l'Etat.
 - Ordonnance du 25 mai 1945 concernant la vente dans certains cas de domaines de l'Etat, etc., art. 9 (Bulletin des lois 1945: 262).

Le droit d'acheter certains immeubles appartenant à l'Etat est réservé aux ressortissants suédois.

17. Droit d'affermier, en vue d'une activité agricole, des biens immeubles appartenant à l'Etat et situés dans les parties montagneuses de certaines provinces.

Seuls des ressortissants suédois peuvent affermer ces biens.

Catégorie de professions et référence aux
textes législatifs

Portée de la restriction

- Ordonnance du 20 juin 1947 (Bulletin des lois 1947: 267, 1968: 659 et 1969: 185).
18. Personnes qui ne sont pas considérées comme des médecins ou autres catégories de personnel paramédical patenté (chiropracteurs, homéopathes, etc.).
- Loi du 30 juin 1960 concernant l'interdiction, dans certains cas, d'activités dans le domaine de la santé publique, art. 5 (Bulletin des lois 1960: 409).
19. Droit d'exploiter des gisements minéraux du domaine de l'Etat pour lesquels une concession minière ne peut pas être accordée.
- Lettre royale du 17 mars 1944 (Bulletin des lois 1944: 80).
- Il faut avoir la nationalité suédoise pour avoir le droit d'examiner l'état physique d'une autre personne, ou de la soigner pour une maladie ou pour toute autre affection analogue, contre paiement (dispense en faveur des opticiens).
- Le Roi peut accorder par décret à des ressortissants suédois l'autorisation d'exploiter de tels gisements.”.

"ARTICLE 5

For information purposes

Restrictions concerning property for reasons of national security and defence

All restrictions in this field are equally applicable to Swedish nationals.

ARTICLE 6

Categories of property reserved exclusively for nationals

Category of rights and relevant legislation	Nature of restriction
<p>1. Acquisition, by subscription or transfer, of registered shares of a joint stock company which under that company's articles of association may not be acquired by aliens.</p> <p>– Act of 30 May 1916 on restrictions governing the acquisition of real property, mines, or shares of certain companies, Art. 2 and 3 (Law Gazette 1916: 156, 1934: 238, 1948: 275, 1955: 710 and 1967: 266) compared with Act of 14 September 1944 on joint stock companies, Art. 177 (Law Gazette 1944: 705).</p>	<p>Any acquisition of shares in violation of this law is invalid.</p> <p>These legal provisions have the following effect: By inserting in its articles a clause stating that at least four-fifths of the company's shares must belong to Swedish nationals (or, if there are shares with different voting rights, a number of shares representing three-fifths of the total stock and four-fifths of the number of votes), a Swedish joint stock company whose shares are registered is entitled without special permission by the administrative authorities, to purchase real property in towns, obtain concessions for the mining of mineral deposits, acquire and exploit mineral deposits which are the subject of a concession or engage in an industrial mining occupation.</p>
<p>2. Acquisition, by subscription or transfer, of shares of a joint stock banking company.</p> <p>– Act of 31 March 1955 on banking operations, Art. 18 (Law Gazette 1955: 183).</p>	

Category of rights and relevant legislation	Nature of restriction
<p>3. Right of ownership of periodicals.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Act of 5 April 1942 on the freedom of the press, Chap. 5, Art. 1 (Law Gazette 1949: 105). 	
<p>4. Holding of shares in a Swedish ship-owning joint stock company.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maritime law of 12 June 1891, Chap. 1, Art. 1 (Law Gazette 1891: 35 and 1906: 19). 	<p>If a foreigner acquires shares in a Swedish ship-owning joint stock company and joins the board of directors of that company, any vessel belonging to the company may no longer be registered as Swedish.</p>
<p>5. Acquisition of not more than one-third of a Swedish vessel.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maritime Law of 12 June 1891, Chap. 1, Art. 5 (Law Gazette 1891: 35 and 1906: 19). 	<p>A vessel may only be regarded as Swedish and registered as such if at least two-thirds of it belong to Swedish nationals. No share in a Swedish vessel may be transferred to an alien without the consent of all the joint owners if the vessel would thereby cease to be Swedish. Aliens acquiring a share in a Swedish vessel by inheritance under a will or from joint estate, or Swedish nationals who acquire a foreign nationality, are required to transfer to a Swedish national a share in the vessel sufficient to enable it to retain its Swedish nationality. Such a transference can after three months be effected by means of a forced sale.</p>

ARTICLE 6

Restrictions which may be waived, concerning the acquisition, possession or use of certain categories of property

Category of rights and relevant legislation	Nature of restriction	Possible exceptions (reciprocity condition)
<p>1. Acquisition of real property. Mining of mineral deposits. Acquisition of mineral deposits which are the subject of a concession.</p> <p>– Act of 30 May 1916 on restrictions governing the acquisition of real property, mines or shares of certain companies (Law Gazette 1916: 156, 1934: 238, 1944: 710, 1948: 220, 1967: 266, 1968: 560 and 1969: 46).</p>	<p>This applies to acquisition other than by inheritance or under a will or from joint estate or in connection with a merger of joint-stock companies.</p>	<p>Restrictions may be waived.</p>
<p>2. It is prohibited for a Swedish vessel or a share therein to be transferred to aliens or for aliens to acquire, by subscription or transfer, any share in a Swedish joint stock company owning a ship or part of a ship. It is prohibited to transfer a Swedish vessel or part of such to a Swedish joint stock company with certain foreign interests or with bearer shares. It is prohibited to freight Swedish vessels to aliens on time-charter or for right of use, or to transfer to aliens the right to time-charter or to use a Swedish vessel.</p> <p>– Act of 22 June 1939 prohibiting the transfer or chartering of vessels in certain cases (Law Gazette 1939: 299, 1939: 592, 1949: 612, 1957: 289, 1966: 158, 1968: 135 and 1970: 107).</p>	<p>Any transfer, subscription to shares or chartering of ships in violation of this provision is legally null and void. This law is in force in time of war. In time of threat of war or exceptional circumstances which are due to a war the King-in-Council may decree that the law shall be applicable.</p>	<p>Restrictions may be waived.</p>

Category of rights and relevant legislation	Nature of restriction	Possible exceptions (reciprocity conditions)
<p>3. Carrying-trade with Swedish vessels.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Act of 21 March 1940 containing certain stipulations on carrying-trade with Swedish vessels (Law Gazette 1940: 176-178, 1957: 290, 1966: 158, 1968: 135 and 1970: 107). 	<p>As regards Swedish vessels and Swedish tug-boats liable for registration, voyages are subject to special permits by the King-in-Council. Such vessels may not be taken out of trade.</p> <ul style="list-style-type: none"> - This law is in force in time of war. In time of threat of war or exceptional circumstances which are due to a war the King-in-Council may decree that the law shall be applicable. 	<p>Restrictions may be waived.</p>
<p>4. Right to found a Swedish trading company or enter into such a company.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Act of 29 November 1968 concerning the right of aliens and foreign companies to found a Swedish trading company or enter into such a company (Law Gazette 1968: 557). 	<p>Swedish nationality required.</p>	
<p>5. Right to benefit under wills and from inheritances.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Code of Inheritance of 12 December 1958, Chap. 1, Art. 3 and Chap. 9, Art. 3 (Law Gazette 1958: 637). 	<p>In general aliens may benefit under wills and from inheritance in the same way as Swedish nationals. Subject to optional reciprocity, i.e. where a Swedish national in a foreign country is not entitled to benefit under a will or from an</p>	

Category of rights and relevant legislation	Nature of restriction	Possible exceptions (reciprocity condition)
	inheritance in the same way as a national of that country or where his inheritance or legacy is subject to taxation higher than that levied in similar circumstances upon a national of that country, the Swedish Government may order similar measures to be applied to the nationals of that country in Sweden. No such order has, however, as yet been issued.	

27

26

ARTICLE 13

For information purposes

Restrictions on the exercise of public functions and activities connected with national security and defence

Category of activities and relevant legislation	Nature of restriction	Possible exceptions
1. Manufacture of war material. – Regulations of 20 June 1935 on the control of manufacture of war material, etc., Art. 1 (Law Gazette 1935: 395, 1949: 221 and 1964: 108).	An official permit is required for the manufacture of war material. Aliens may only be authorised to manufacture such material within certain limits.	Restrictions may be waived for the manufacture of such material within certain limits.

Category of activities and relevant legislation	Nature of restriction	Possible exceptions
<p>2. Employment in the Swedish civil service, including the judiciary and the clergy.</p> <p>- Constitutional law on the government of the Kingdom of 6 June 1809, Art. 28 (Law Gazette 1969: 795). Code of Procedure of 18 July 1942, Chap. 4, Art. 1 (Law Gazette 1942: 740 and 1948: 71).</p>	<p>Aliens may not be employed in the Swedish civil service.</p>	<p>An alien with high qualifications may be employed as a university teacher (except of theology), as a teacher or for other duties in technical colleges and schools of applied and fine arts, as a doctor, for military duties, or as an honorary consul.</p>
<p>3. Foreigners may be forbidden to accept, without special permission, a post in a given firm or type of firm whether private or public.</p> <p>- Act of 30 April 1954 on aliens, Art. 17 (Law Gazette 1954: 193).</p>	<p>The Swedish Government may prohibit such employment for reasons of national security. At present no such prohibition is in force.</p>	<p>Restrictions may be waived.</p>

27

ARTICLE 14

Categories of occupations for which restrictions may be waived

Category of occupations and relevant legislation	Nature of restriction	Possible exceptions
<p>1. Exploitation of mineral deposits which are the subject of a concession; exploitation of a mining industry.</p> <p>- Act of 30 May 1916 concerning restrictions on the acquisition of real property, mines or shares of certain companies (Law Gazette 1916: 156, 1948: 220 and 1967: 266).</p>	<p>If the restrictions are waived the alien concerned, if not himself resident in Sweden, is required to have a representative resident in Sweden.</p>	<p>Restrictions may be waived.</p>

27

Category of occupations and relevant legislation	Nature of restriction	Possible exceptions
<p>2. Fishing in public waters and in private waters which are open to all Swedish nationals.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Act of 1 December 1950 on fishing rights, Art. 4 and 21 (Law Gazette 1950: 596 and 1960: 46). Ordinance of 5 September 1968 on the right of aliens to fish in Swedish territorial waters and in the Swedish fishing zone (Law Gazette 1968: 487). 	<p>All Swedish nationals and foreign nationals who have permanently resided in Sweden for two years may fish in public waters, subject to certain exceptions and conditions. They may also engage in some types of fishing in various Swedish lakes and rivers in privately-owned waters.</p> <p>Certain special rules are in force with regard to nationals of Denmark, Finland, Iceland and Norway. Other aliens may only fish in Swedish waters, including the fishing zone, with the consent of the King-in-Council or an authority designated by the King-in-Council.</p>	<p>Restrictions may be waived.</p>
<p>3. Member or substitute member of the board of directors, managing director or deputy managing director, proxy, auditor or deputy auditor, liquidator or deputy liquidator, inspector or deputy inspector of liquidation operations of joint stock companies.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Act of 14 September 1944 on joint stock companies, Art. 79, 80, 88, 107, 149 and 152 (Law Gazette 1944: 705, 1946: 850, 1955: 384 and 1969: 227). 	<p>Swedish nationality required.</p>	<p>Restrictions may be waived.</p>

Category of occupations and relevant legislation	Nature of restriction	Possible exceptions
<p>4. Member or substitute member of the board of directors, proxy, auditor, liquidator or deputy liquidator and inspector of liquidation operations of a cooperative society.</p> <p>– Act of 1 June 1955 on co-operative societies, Art. 22, 29, 46, 76 and 80 (Law Gazette 1951: 308).</p>	Swedish nationality required.	Restrictions may be waived.
<p>5. Member of the board of administration of public property or member of a financial council.</p> <p>– Act of 18 April 1952, on cantonal property, Art. 23 (Law Gazette 1952: 166).</p> <p>– Act of 18 April 1952 on publicly-owned forests in Norrland and Dalecarlia, Art. 22 (Law Gazette 1952: 167).</p> <p>Member of a joint farming association.</p> <p>– Act of 30 April 1948, on joint farming associations, Art. 4 (Law Gazette 1948: 218 and 1963: 244).</p>	Swedish nationality required.	Restrictions may be waived.
<p>6. Right to found a Swedish trading company or enter into such a company.</p> <p>– Act of 29 November 1968 concerning the right of aliens and foreign companies to found a Swedish trading company or enter into such a company (Law Gazette 1968: 557).</p>	Swedish nationality required.	Restrictions may be waived.

Category of occupations and relevant legislation	Nature of restriction	Possible exceptions
<p>7. Timber-floating in public waterways. Member of the board of directors of a timber-floating company.</p> <p>- Act of 19 June 1919 on timber-floating in public waterways, Art. 39 and 83 (Law Gazette 1919: 426).</p>	<p>All aliens who float timber in public waterways must provide security as a guarantee that they will fulfil the obligations arising out of such occupation (Special rules apply to timber-floating in rivers on the Swedish-Finnish frontier).</p>	<p>Restrictions may be waived to allow an alien to join the board of directors of a timber-floating company.</p>
<p>8. Right to carry on trade.</p> <p>- Act of 29 November 1968 concerning the right of aliens and foreign companies to carry on trade in Sweden (Law Gazette 1968: 555).</p>	<p>Aliens require a trade permit. Certain exceptions are made in favour of aliens holding a residence permit or otherwise resident in Sweden.</p>	<p>Restrictions may be waived.</p>
<p>9. Right to carry on occasional trade.</p> <p>- Act of 29 November 1968 on occasional trade (Law Gazette 1968: 564).</p>	<p>Special trade permit is, except in certain cases, required for Swedish citizens and for aliens. However, permits should, according to the law, be granted to Swedish citizens on more liberal conditions than to aliens.</p>	<p>Restrictions may be waived.</p>
<p>10. Right to take up employment in Sweden or to engage in an occupation in Sweden in connection with a post abroad (labour permit).</p>	<p>Aliens who intend to take up employment in Sweden or, in another capacity than as a</p>	<p>The following categories are exempted from holding a labour permit:</p>

Category of occupations and relevant legislation	Nature of restriction	Possible exceptions
<ul style="list-style-type: none"> - Act of 30 April 1954 on aliens, Art. 15 (Law Gazette 1954: 193) and Ordinance of 23 May 1969 on aliens, Art. 42, 43 and 46 (Law Gazette 1969: 136). 	<p>commercial traveller or as a member of the staff in a train or a lorry, to perform activities in Sweden in connection with a post abroad, require a labour permit. They are not allowed to enter Sweden until they have been granted this permit. Persons entering Sweden in contravention of these provisions may, in principle, not obtain a labour permit while remaining in the country.</p>	<ul style="list-style-type: none"> (a) aliens holding a residence permit; (b) nationals of Denmark, Finland, Iceland and Norway; (c) former nationals of Estonia, Latvia and Lithuania holding a Swedish alien's passport; (d) aliens who were born Swedish nationals as well as their unmarried children below 20 years of age who accompany them; (e) aliens married to Swedish nationals or to aliens who became Swedish nationals by birth; (f) persons employed in domestic work; (g) certain other categories for a short period of time. <p>Despite the rule that a person who intends to work in Sweden requires a labour permit before entering the country, the following categories are allowed to enter Sweden, namely,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) an alien who is or may be released from the requirement for a labour permit;

Categorie of occupations and relevant legislation	Nature of restriction	Possible exceptions
11. Coastal traffic and inland navigation. – Declaration of 28 February 1726, and Order relating to customs services of 7 October 1927, Art. 128 (Law Gazette 1927: 391).	By coastal traffic is meant navigation in the form of internal communication between ports on the Swedish coast. By inland navigation is meant navigation in the form of internal communications between inland ports.	(b) an alien who enters Sweden in order to join another member of the family, provided this person is permanently residing in Sweden; (c) an alien who for another reason should be allowed to enter Sweden. Foreign vessels may be treated in the same way as Swedish vessels in cases where an agreement exists with the foreign country concerned. Restrictions may also be waived in other cases.
12. Master of a Swedish merchant or fishing vessel. – Ordinance of 3 June 1960 concerning ship's officers, Art. 7 and 34 (Law Gazette 1960: 487 and 1969: 175).	Swedish nationality required.	Restrictions may be waived.
13. Member or substitute member of the board of directors, managing director and deputy managing director, proxy, auditor or deputy auditor, liquidator or deputy liquidator, inspector or deputy inspector of liquidation operations of a joint stock insurance company or mutual insurance company.	Swedish nationality required.	Restrictions may be waived for 1/3 of the board. Restrictions may be waived for managing director, deputy managing director, proxy, auditor, deputy auditor, 1/3 of the number of liquidators or deputy

Category of occupations and relevant legislation	Nature of restriction	Possible exceptions
<ul style="list-style-type: none"> - Act of 17 June 1948 on insurance, Art. 72, 73, 81, 100, 142, 145, 204, 206, 237 and 240 (Law Gazette 1948: 433, 1950: 320, 1961: 610 and 1967: 540). 		liquidators, inspector and deputy inspector of liquidation operations.
<p>14. Member of the board of directors or proxy of a mutual benefit society.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Act of 24 March 1938 on mutual benefit societies, Art. 20 (Law Gazette 1938: 96 and 1955: 386). 	Swedish nationality required.	Restrictions may be waived.

ARTICLE 14

Categories of occupations reserved exclusively for nationals

Category of occupations and relevant legislations	Nature of restrictions
<p>1. Principal partner of a company of shipowners</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maritime Law of 12 June 1891, Art. 1 (Law Gazette 1891: 35 and 1906: 19). 	The principal owner of a Swedish vessel must be a Swedish national resident in Sweden.
<p>2. Right to qualify for a master's certificate.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Statute of 30 June 1959 for ship's officers schools, Art. 14 (Law Gazette 1959: 425 and 1964: 532). 	Only Swedish nationals or nationals of Denmark, Finland, Iceland and Norway are qualified to study at these schools.

 Category of occupations and relevant legislations

 Nature of restrictions

3. Right to operate a regular inland air service.
 - Act of 6 June 1957, on aviation, Chap. 7, Art. 3 (Law Gazette 1957: 297).

4. Founder and syndic of a joint stock company.
 - Act of 14 September 1944 on joint stock companies, Art. 4 and 153 (Law Gazette 1944: 705).

5. Founder, member or substitute member of board of directors, auditor or deputy auditor, liquidator or deputy liquidator, inspector or deputy inspector of liquidation operations of a joint stock banking company.
 - Law of 31 March 1955 on banking operations, Art. 4, 72, 76, 82, 97, 125 and 128 (Law Gazette 1955: 183, 1967: 541 and 1970: 666).

6. Founder of a joint stock insurance company or mutual insurance company.
 - Act of 17 June 1948 on insurance, Art. 5 and 167 (Law Gazette 1948: 433).

7. Member of the board of directors of a Swedish joint stock company owning a merchant vessel.
 - Maritime law of 12 June 1891, Art. 1 (Law Gazette 1891: 35 and 1906: 19).

Permission to operate a regular inland air service for the transport of passengers and goods may in principle be granted only to the Swedish State, to Swedish municipalities or to Swedish legal and natural persons. As regards legal persons, there are certain further requirements aimed at excluding the possibility of foreign influence. Exceptions are only allowed in special circumstances.

A vessel owned by a joint stock company can be registered as Swedish only if the board of directors consists of shareholders who are Swedish nationals.

Category of occupations and relevant legislations	Nature of restrictions
<p>8. Member or substitute member with powers of proxy of the board of directors of a joint stock railway company.</p> <p>– Act of 22 June 1911 on limited railway companies, Art. 4 (Law Gazette 1911: 55 and 1947: 649).</p>	
<p>9. Founder of a savings bank, member or substitute member of the board of directors, proxy, auditor or deputy auditor, liquidator or deputy liquidator, inspector or deputy inspector of liquidation operations of a savings bank.</p> <p>– Act of 3 June 1955 on saving banks, Art. 4, 36, 37, 42, 53, 65 and 66 (Law Gazette 1955: 416 and 1962: 234).</p>	
<p>10. Barrister, representative or counsel of a party to a suit, and defending counsel.</p> <p>– Code of Procedure of 18 July 1942, Chap. 8, Art. 2, Chap. 12, Art. 2 and 22, and Chap. 21, Art. 3 (Law Gazette 1942: 740).</p>	<p>Only members of the Swedish Bar are entitled to be called barristers. Only Swedish nationals are admitted to the Bar.</p>
<p>11. Public notary.</p> <p>– Statute of 20 November 1964, concerning public notaries, Art. 3 (Law Gazette 1964: 679).</p>	
<p>12. Town broker for the purchase or sale of movables and for the conclusion of loan, hire, lease, insurance and similar contracts.</p>	

 Category of occupations and relevant legislations

Nature of restrictions

- | | |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - Regulations of 9 June 1893 concerning brokers, Art. 1 (Law Gazette 1893: 51). <p>13. Member and broker of the Stockholm Stock Exchange.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Regulations of 3 October 1969 governing the Stockholm Stock Exchange, Art. 11 and 15 (Law Gazette 1969: 546). <p>14. Publisher or acting publisher of periodical.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Act of 5 April 1949 on freedom of the press, Chap. 5, Art. 2 and 9 (Law Gazette 1949: 105). <p>15. Right to run a small State-owned farm.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ordinance of 17 June 1943 concerning leases of small State-owned farms, Art. 2 (Law Gazette 1943: 532 and 1969: 184). <p>16. Right to purchase real property owned by the State and administered by the Directorate General of State Domains.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ordinance of 25 May 1945, concerning the sale, in certain cases, of State domains, etc., Art. 9 (Law Gazette 1945: 262). <p>17. Right to lease, for agricultural purposes, real property owned by the State in mountainous areas of certain provinces.</p> | <p>The usufruct of certain small State-owned farms may be granted to private individuals, but only Swedish nationals may lease such farms.</p> <p>Right to purchase certain State property reserved for Swedish nationals.</p> <p>Only Swedish nationals may lease the property.</p> |
|--|--|

Category of occupations and relevant legislations	Nature of restrictions
<ul style="list-style-type: none"> - Ordinance of 20 June 1947 on the lease of real property in the mountainous areas of Norrland (Law Gazette 1947: 267, 1968: 659 and 1969: 185). 	
<p>18. Persons not to be classified as physicians or other types of registered para-medical personnel (chiropractors, homeopaths etc.).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Act of 30 June 1960 on prohibition in certain cases of activities in the field of public health, Art. 5 (Law Gazette 1960: 409). 	<p>Swedish nationality is a prerequisite for examining another person's physical condition, or treating somebody for illness or other similar condition against payment (exception is made for opticians).</p>
<p>19. Right to work mineral deposits on State domains for which deposits it is not permitted to take out mining-claims.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Royal Letter of 17 March 1944 (Law Gazette 1944: 80). 	<p>The King-in-Council may grant Swedish nationals permission to work such deposits.</p>

G. INWERKINGTREDING

Zie *Trb.* 1970, 56.

De Regering van Griekenland heeft bij kennisgeving van 12 december 1969 het Statuut van de Raad van Europa opgezegd. Deze opzegging had de beëindiging van het onderhavige Verdrag voor Griekenland per 31 december 1970 tot gevolg.

Ingevolge de bij de nederlegging van de akte van bekrachtiging door de Permanent Vertegenwoordiger van Zweden bij de Raad van Europa afgelegde verklaring is het Verdrag voor Zweden op 1 juli 1971 in werking getreden.

J. GEGEVENS

Zie *Trb.* 1957, 20 en *Trb.* 1970, 56.

Voor het op 5 mei 1949 te Londen tot stand gekomen Statuut van de Raad van Europa zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1971, 94.

Voor het op 4 november 1950 te Rome tot stand gekomen Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden zie ook *Trb.* 1970, 81.

Voor het op 20 maart 1952 te Parijs ondertekende Protocol bij genoemd Verdrag zie ook *Trb.* 1970, 82.

Voor het op 26 juni 1945 te San Francisco tot stand gekomen Statuut van het Internationaal Gerechtshof zie ook *Trb.* 1971, 55.

Voor het op 1 maart 1954 te 's-Gravenhage tot stand gekomen Verdrag betreffende de burgerlijke rechtsvordering zie ook *Trb.* 1971, 58.

Voor het op 14 december 1960 te Parijs tot stand gekomen Verdrag nopens de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling zie ook *Trb.* 1971, 145.

Uitgegeven de tweede maart 1972.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
W. K. N. SCHMELZER.